

**REFORME CATEGORIE B :  
CADRE D'EMPLOIS D'EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS**

**Date d'effet : 13 juin 2013**

**Référence :**

- Décret n° 95-31 du 10 janvier 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants,
- Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- Décret n° 2013-491 du 10 juin 2013 modifiant diverses dispositions statutaires relatives à des cadres d'emplois à caractère social de catégorie B de la fonction publique territoriale,
- Décret n° 2013-495 du 10 juin 2013 portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de la catégorie B dans la fonction publique territoriale, le décret n° 2013-491 du 10 juin 2013 modifie le décret n°95-31 du 10 janvier 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants. Ce décret a pour objet de faire bénéficier les personnels des cadres d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants d'une revalorisation de leur déroulement de carrière.

La structure de la carrière de ce cadre d'emplois assure aux personnels concernés une progression plus rapide que dans la grille type du nouvel espace statutaire (NES) de la catégorie B.

Le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de catégorie B comprend désormais **2 grades** :

- éducateur de jeunes enfants,
- éducateur principal de jeunes enfants.  
↳ Article 13 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013  
↳ Article 1<sup>er</sup> du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

Le décret comporte des **tableaux de reclassement** pour l'intégration à la date du 13 juin 2013 des éducateurs dans leur nouveau grade.

Sont également réglées les différentes **situations individuelles en cours** (lauréats de concours ou d'examen professionnel, agents inscrits sur les tableaux d'avancement, fonctionnaires détachés dans les anciens cadres d'emplois).

Le décret n° 2013-495 du 10 juin 2013 quant à lui modifie l'échelonnement indiciaire applicable au cadre d'emplois. Pour le consulter [Cliquez ici](#) (ou voir sur le site [www.cdg14.fr](http://www.cdg14.fr))

La présente note expose les modifications du décret n°92-843 du 28 août 1992, les conditions de reclassement des agents dans leurs nouveaux grades et la gestion des situations individuelles en cours.

## I – Mission et conditions de recrutement par concours

La référence aux établissements où les éducateurs de jeunes enfants peuvent exercer leurs missions a été précisée et mise à jour dans l'article 2 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995. Il est désormais fait référence aux articles R2324-16 et suivants du code de la santé publique.

Le recrutement en qualité d'éducateur de jeunes enfants intervient toujours après inscription sur la liste d'aptitude établie après admission à un **concours sur titres avec épreuves**.

↳ Article 3 du décret n° 2013-490 du 10 juin 2013

Les conditions de diplômes permettant de s'inscrire aux concours ont été modifiées. Bien qu'il soit toujours fait explicitement référence au titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, le décret n°2013-491 élargi la participation au concours au titulaire « d'un titre ou diplôme reconnu équivalent dans les conditions prévues par le décret n°2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ».

↳ Article 4 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

## II – La nomination et le classement de l'agent

Les conditions de classement dans le cadre d'emplois sont modifiées par le décret n°2013-491 du 10 juin 2013 de la manière suivante :

Les règles de classement dans le cadre d'emplois résultent de la combinaison :

- de dispositions du décret n°2010-329 du 22 mars 2010, commun à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B,
- de dispositions spécifiques contenues dans le statut particulier.

- **Les principes généraux**

Le classement dans le cadre d'emplois a lieu dès la nomination en qualité de stagiaire. Le stagiaire est en principe classé au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'éducateur de jeunes enfants.

↳ Article 16 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

↳ Article 7 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

Le stagiaire peut toutefois prétendre à la reprise de ses éventuels services ou activités antérieurs, ce qui lui permettra d'obtenir un classement plus favorable. Le classement s'effectue en combinant les dispositions du décret n°2010-329 du 22 mars 2010 (art. 14, 15, 17 et 20 décret n°2010-329 du 22 mars 2010) et celles du statut particulier (art. 7 à 8-2 décret n°95-31 du 10 janvier 1995).

Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement et une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul mode de classement. Les personnes relevant de plusieurs modes de classement sont classés en application des dispositions correspondant à leur dernière situation.

Toutefois, dans les 6 mois suivant la décision de classement, le fonctionnaire peut demander à être classé en application d'un autre dispositif qui lui serait plus favorable.

↳ Article 2 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

↳ Article 7 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

Outre ces cas de reprise de services s'ajoute la prise en compte de la durée effective du service national accompli en tant qu'appelé.

↳ Article 20 du décret n°2010-329 du 22 mars 2010

↳ Article L. 63 du Code du service national

- **Reprise des services ou activités professionnelles dans des fonctions correspondantes**

Le fonctionnaire stagiaire ayant été employé et rémunéré avant sa nomination dans des fonctions correspondant à celles d'éducateur de jeunes enfants peut bénéficier d'un dispositif spécifique de classement, dans les conditions et sous les réserves suivantes:

- les services ou activités doivent avoir été accomplis dans les établissements suivants : établissement de soins, établissement social ou médico-social, public ou privé
- l'intéressé devait détenir dans ses fonctions antérieures les titres de formation ou diplômes exigés pour se présenter au concours d'assistant socio-éducatif
- l'agent ne doit pas pouvoir se prévaloir d'un autre dispositif de classement plus favorable  
↳ Article 8 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

Si ces conditions sont remplies, le classement dans le grade d'assistant socio-éducatif a lieu en prenant compte, sur la base de l'ancienneté maximale exigée pour chaque avancement d'échelon, la totalité de la durée d'exercice des activités antérieures.

↳ Article 8 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

Cette reprise de service est soumise à deux limites:

- elle ne peut être attribuée qu'une fois au cours de la carrière des agents
- elle ne peut excéder la durée résultant de la reprise des activités en tant que salarié dans des fonctions d'un niveau au moins équivalent à celui de la catégorie B (en application de l'article 15 du décret n°2010-329 du 22 mars 2010), majorée de la durée séparant la date du 13 juin 2013 de la date de nomination dans le cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants.

↳ Article 8 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

Pour consulter l'article 15 du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, [cliquez ici](#)

- **Reprise de services accomplis en qualité de fonctionnaire**

- si le stagiaire était, au moment de son recrutement, fonctionnaire appartenant à un cadre d'emplois ou corps de catégorie C ou de même niveau et détenant un grade relevant de l'échelle 6 : reprise de services prévue à l'article 7-1, I du décret n°95-31 du 10 janvier 1995 :

<b>Situation dans l'échelle 6 de la catégorie C</b>	<b>Situation dans le grade d'éducateur de jeunes enfants</b>	
	Educateur de jeunes enfants Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
8 <sup>ème</sup> échelon	10 <sup>ème</sup>	Ancienneté acquise dans la limite de 2 ans
7 <sup>ème</sup> échelon	9 <sup>ème</sup>	3/4 de l'ancienneté acquise
6 <sup>ème</sup> échelon	8 <sup>ème</sup>	1/2 de l'ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon	7 <sup>ème</sup>	Ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon	6 <sup>ème</sup>	2/3 de l'ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon : - à partir de 2 ans - avant 2 ans	6 <sup>ème</sup> 5 <sup>ème</sup>	Sans ancienneté Ancienneté acquise
2 <sup>ème</sup> échelon : - à partir d'1 an - avant 1 an	5 <sup>ème</sup> 4 <sup>ème</sup>	Sans ancienneté Ancienneté acquise majorée d'1 an
1 <sup>er</sup> échelon	4 <sup>ème</sup>	Ancienneté acquise au-delà d'1 an

- s'il était, au moment de son recrutement, fonctionnaire appartenant à un cadre d'emplois ou corps de catégorie C ou de même niveau et détenant un grade relevant de l'échelle 3, 4 ou 5 : reprise de services prévue à l'article 7-1, II.

Situation dans les échelles 3, 4 et 5 de la catégorie C	Situation dans le grade d'éducateur de jeunes enfants	
	Educateurs de jeunes enfants Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11 <sup>ème</sup> échelon	8 <sup>ème</sup>	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'1 an
10 <sup>ème</sup> échelon	8 <sup>ème</sup>	1/4 de l'ancienneté acquise
9 <sup>ème</sup> échelon	7 <sup>ème</sup>	1/2 de l'ancienneté acquise
8 <sup>ème</sup> échelon	6 <sup>ème</sup>	1/2 de l'ancienneté acquise
7 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup>	1/2 de l'ancienneté acquise
6 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup>	1/3 de l'ancienneté acquise, majoré d'1 an
5 <sup>ème</sup> échelon - à partir de 2 ans - avant 2 ans	4 <sup>ème</sup> 3 <sup>ème</sup>	Ancienneté acquise au-delà de 2 ans 1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'1 an
4 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup>	1/3 de l'ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup>	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'1 an
2 <sup>ème</sup> échelon - à partir d'1 an - avant 1 an	2 <sup>ème</sup> 1 <sup>er</sup>	Ancienneté acquise au-delà d'1 an Ancienneté acquise majorée de 6 mois
1 <sup>er</sup> échelon	1 <sup>er</sup>	1/2 de l'ancienneté acquise

- s'il était, au moment de son recrutement, fonctionnaire appartenant à un cadre d'emplois ou corps de catégorie C ou de même niveau et détenant un grade ne relevant pas des échelles 3, 4, 5 et 6 : reprise de services prévue à l'article 7-1, III  
[Cliquez ici](#) pour consulter l'article 7-1, III
- s'il était, au moment de son recrutement, fonctionnaire dans une situation autre que celles mentionnées ci-dessus : reprise de services prévue à l'article 7-1, IV.  
[Cliquez ici](#) pour consulter l'article 7-1, IV

En cas de classement à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui perçu avant la nomination, la fonctionnaire conserve à titre personnel le bénéfice du traitement antérieur, dans la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois, jusqu'à ce qu'il bénéficie d'un traitement au moins égal.

↳ Article 8-2, I du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

- **Reprise de services accomplis en tant qu'agent public non titulaire, ancien fonctionnaire civil ou agent d'une organisation internationale intergouvernementale**

Les services accomplis en tant qu'agent public non titulaire, ancien fonctionnaire civil ou agent d'une organisation internationale intergouvernementale sont repris dans les conditions prévues à l'article 14 du décret n°2010-329 du 22 mars 2010, en fonction du niveau des activités exercées. Pour consulter l'article 14 du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, [cliquez ici](#)

En cas de classement à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui perçu avant la nomination, l'agent qui avait la qualité d'agent non titulaire de droit public conserve à titre personnel le bénéfice du traitement antérieur ou de sa rémunération si celle-ci n'est pas fixée par référence à un indice, dans la limite du traitement afférent au dernier échelon du grade dans lequel il est classé et jusqu'à ce qu'il bénéficie d'un traitement au moins égal.

↳ Article 8-2, II du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

Le traitement pris en compte est celui perçu au titre du dernier emploi occupé avant la nomination, sous réserve que l'agent justifie d'au moins 6 mois de services effectifs dans cet emploi au cours des douze mois précédant cette nomination.

↳ Article 8-2, II du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

- **Reprise de services accomplis en qualité de salarié**

Les personnes justifiant, avant leur nomination, de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies en qualité de salarié (régime autre qu'agent public) dans des fonctions d'un niveau au moins équivalent à celui de la catégorie B, peuvent bénéficier d'une reprise de services dans les conditions prévues à l'article 15 du décret n°2010-329 du 22 mars 2010.

Pour consulter l'article 15 du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, [cliquez ici](#)

- **Reprise de services accomplis en qualité de militaire**

Les services accomplis en qualité de militaire, autres que ceux accomplis en tant qu'appelé, qui ne peuvent être pris en compte, lors de la titularisation, au titre des dispositifs d'accès à la fonction publique civile spécifiques aux militaires sont repris dans les conditions prévues à l'article 17 du décret n°2010-329 du 22 mars 2010. Pour consulter l'article 17 du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, [cliquez ici](#)

- **Reprise de services accomplis dans un autre état européen**

Les personnes justifiant, avant leur nomination, de services accomplis dans une administration ou un organisme d'un Etat étranger membre de l'UE ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen sont classées en application des dispositions spécifiques telles qu'elles sont prévues par le titre II du décret n°2010-311 du 22 mars 2010.

Si elles justifient en outre d'autres types de services, elles peuvent demander à être plutôt classées en application de l'un des dispositifs de classement exposés ci-dessus, auquel cas les services accomplis dans un autre Etat européen ne sont pas repris.

↳ Article 8-1 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

### III – Les avancements d'échelon et de grade :

- **Avancement d'échelon**

Le grade d'éducateur de jeunes enfants comporte 13 échelons et celui de d'éducateur principal de jeunes enfants 11 échelons.

↳ Article 13 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

La durée maximale et la durée minimale passées dans chacun des échelons des grades du cadre d'emplois sont fixées à l'article 14 du décret n° 95-31 du 10 janvier 1995.

Pour consulter les articles 14 du décret n° 95-31, [cliquer ici](#)

- **Avancement de grade**

Peuvent être promus au grade **d'éducateur principal de jeunes enfants**, après inscription sur un tableau d'avancement, les éducateurs de jeunes enfants ayant atteint, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, au moins le 5<sup>ème</sup> échelon de ce grade et justifiant à cette date d'au moins 4 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

↳ Article 15 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

Le classement des agents bénéficiant d'un avancement de grade s'effectue conformément au tableau de correspondance présent à l'article 17 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995.

Pour consulter le tableau de l'article 17 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995, [cliquer ici](#)

## IV – Détachement et intégration directe :

Les fonctionnaires appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois classé dans la catégorie B ou de niveau équivalent peuvent être détachés ou directement intégrés dans le cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants s'ils justifient de l'un des diplômes ou titres exigés pour participer au concours d'accès au cadre d'emplois.

Les fonctionnaires détachés dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs peuvent, sur leur demande, y être intégrés à tout moment.

↳ Article 18 du décret n°95-31 du 10 janvier 1995

## V – Conditions de reclassement dans le nouveau grade au 13 juin 2013 :

Le décret n° 2013-491 du 10 juin 2013 modifie le décret n°95-31 du 10 janvier 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants. Ce décret a pour objet de faire bénéficier les personnels des cadres d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants d'une revalorisation de leur déroulement de carrière.

La structure de la carrière de ce cadre d'emplois étant modifiée, le décret comporte des **tableaux de reclassement pour l'intégration à la date du 13 juin 2013** des assistants dans leur nouveau grade.

SITUATION avant reclassement	SITUATION NOUVELLE	
Grades et échelons	Grades et échelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
<b>Educateur-chef de jeunes enfants</b>	<b>Educateur principal de jeunes enfants</b>	
7 <sup>ème</sup> échelon	10 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
6 <sup>ème</sup> échelon	9 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon : - à partir d'1 an - avant 1 an	8 <sup>ème</sup> échelon 7 <sup>ème</sup> échelon	3/2 de l'ancienneté acquise au-delà d'1 an 2 fois l'ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon	6 <sup>ème</sup> échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon - à partir de 6 mois - avant 6 mois	5 <sup>ème</sup> échelon 4 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise au-delà de 6 mois Ancienneté acquise majorée d'1 an 6 mis
2 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup> échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
1 <sup>er</sup> échelon : - à partir d'un an - avant un an	3 <sup>ème</sup> échelon 2 <sup>ème</sup> échelon	Deux fois l'ancienneté acquise au-delà d'un an Deux fois l'ancienneté acquise

↳ Article 29 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

<b>SITUATION avant reclassement</b>	<b>SITUATION NOUVELLE</b>	
<b>Grades et échelons</b>	<b>Grades et échelons</b>	<b>Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon</b>
<b>Educateur principal de jeunes enfants</b>	<b>Educateur de jeunes enfants</b>	
5 <sup>ème</sup> échelon	13 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon : - à partir de 2 ans - avant 2 ans	12 <sup>ème</sup> échelon 11 <sup>ème</sup> échelon	Deux fois l'ancienneté acquise au-delà de 2 ans 3/2 de l'ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon	10 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
2 <sup>ème</sup> échelon	9 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise, majorée de 3 mois
1 <sup>er</sup> échelon	8 <sup>ème</sup> échelon	1/3 de l'ancienneté acquise, majorée de 2 ans

↳ Article 29 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

<b>SITUATION avant reclassement</b>	<b>SITUATION NOUVELLE</b>	
<b>Grades et échelons</b>	<b>Grades et échelons</b>	<b>Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon</b>
<b>Educateur de jeunes enfants</b>	<b>Educateur de jeunes enfants</b>	
12 <sup>ème</sup> échelon	11 <sup>ème</sup> échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
11 <sup>ème</sup> échelon	10 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
10 <sup>ème</sup> échelon	9 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
9 <sup>ème</sup> échelon	8 <sup>ème</sup> échelon	1/3 de l'ancienneté acquise, majorée d'1 an et demi
8 <sup>ème</sup> échelon	8 <sup>ème</sup> échelon	1/3 de l'ancienneté acquise
7 <sup>ème</sup> échelon - à partir d'1 an 6 mois - avant 1 an 6 mois	7 <sup>ème</sup> échelon 6 <sup>ème</sup> échelon	4/3 de l'ancienneté acquise, majorée d'1 an et demi 4/3 de l'ancienneté acquise
6 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise majorée de 6 mois
4 <sup>ème</sup> échelon - à partir d'1 an - avant 1 an	4 <sup>ème</sup> échelon 3 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise au-delà d'1 an 3/2 de l'ancienneté acquise, majorés de 6 mois
3 <sup>ème</sup> échelon - à partir d'1 an - avant 1 an	3 <sup>ème</sup> échelon 2 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise au-delà d'1 an majorée de 6 mois Ancienneté acquise majorée d'1 an
2 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
1 <sup>er</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Ancienneté acquise

↳ Article 29 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

## VI – Situations particulières lors de la constitution initiale du cadre d'emplois

Les situations particulières sont régies de la manière suivantes :

### • **Les lauréats de concours, les lauréats des listes d'aptitude des concours et de promotion interne:**

Les candidats reçus aux concours d'accès au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, ouverts avant la date du 13 juin 2013, conservent la possibilité d'être nommés stagiaire dans ce cadre d'emplois au grade d'éducateur de jeunes enfants.

↳ Article 30 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

### • **Les lauréats d'un examen professionnel :**

Les fonctionnaires qui ont satisfait à l'examen professionnel d'éducateur-chef de jeunes enfants (prévu par le décret n°95-31 dans son ancienne rédaction) ouvert au plus tard au titre de l'année 2013, et dont la nomination n'a pas été prononcée à la date du 13 juin 2013, ont la possibilité d'être nommés au grade d'éducateur principal de jeunes enfants..

↳ Article 31 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

Les fonctionnaires promus suite à la réussite à un examen professionnel établis au titre de 2013 sont classés dans le grade d'éducateur principal de jeunes enfants en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils avaient poursuivi, jusqu'à la date de leur promotion, leur carrière dans leur ancien grade, et avaient été classés dans le grade d'éducateur principal de jeunes enfants ou d'éducateur-chef de jeunes enfants en application des dispositions du décret du 10 janvier 1995 dans sa rédaction antérieure au présent décret, puis reclassés à la date de leur promotion dans les conditions fixées par le tableau mentionné à l'article 29 du décret n°2013-491 (voir tableaux en pages 6 et 7 du présent document).

↳ Article 33 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

### • **Les tableaux annuels d'avancement de grade:**

Les tableaux d'avancement aux grades d'éducateur principal de jeunes enfants et d'éducateur-chef de jeunes enfants, établis au titre de 2013, demeurent valables jusqu'au 31 décembre 2013 pour la nomination au grade d'éducateur principal de jeunes enfants.

↳ Article 32 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

Les fonctionnaires promus au titre d'un tableau annuel d'avancement établis au titre de 2013 sont classés dans le grade d'éducateur principal de jeunes enfants en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils avaient poursuivi, jusqu'à la date de leur promotion, leur carrière dans leur ancien grade, et avaient été classés dans le grade d'éducateur principal de jeunes enfants ou d'éducateur-chef de jeunes enfants en application des dispositions du décret du 10 janvier 1995 dans sa rédaction antérieure au présent décret, puis reclassés à la date de leur promotion dans les conditions fixées par le tableau mentionné à l'article 29 du décret n°2013-491 (voir tableaux en pages 6 et 7 du présent document).

↳ Article 33 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013

### • **Les détachement en cours :**

A la date du 13 juin 2013, les fonctionnaires détachés dans le cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants sont reclassés dans leur grade d'accueil conformément au tableau de correspondance figurant à l'article 27 du décret n°2013-491 (voir tableaux ci-dessus en page 6 et 7 du présent document).

↳ Article 34 du décret n° 2013-491 du 10 juin 2013